



UN LIBRARY

NATIONS UNIES

AUG 25 1980

ASSEMBLEE

GENERALE



UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/35/400
19 août 1980

ORIGINAL : FRANCAIS

Trente-cinquième session
Point 50 de l'ordre du jour provisoire*

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE
RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

Lettre datée du 15 août 1980, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la Déclaration-Appel de la Grande Assemblée nationale, du Conseil d'Etat et du Gouvernement de la Roumanie adressée à tous les parlements, organes suprêmes et chefs d'Etat, aux gouvernements et aux chefs de gouvernement, à tous les peuples des pays participant à la Conférence générale européenne d'Helsinki, adoptée à Bucarest le 1er août 1980.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la Déclaration-Appel en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 50 de l'ordre du jour provisoire.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Ion GORITZA

*A/35/150.

ANNEXE

DECLARATION - APPEL

de la Grande Assemblée Nationale, du Conseil d'Etat et du Gouvernement de la Roumanie adressé à tous les parlements, organes suprêmes et chefs d'Etat, aux gouvernements et aux chefs de gouvernement, à tous les peuples des pays participants à la Conférence générale-européenne d'Helsinki

On célèbre 5 ans depuis la Conférence générale-européenne - événement de portée historique dans la vie de notre continent - qui a établi pour la première fois au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, les objectifs fondamentaux de l'édification de la sécurité et de la paix en Europe, de l'instauration d'un climat nouveau, de confiance, d'amitié et de paix entre toutes les nations du continent.

Cet anniversaire a lieu dans les conditions de l'aggravation particulièrement dangereuse de la situation internationale dans la première partie de l'année courante, suite à la continuation de l'ancienne politique impérialiste, de domination et d'ingérence dans les affaires d'autres Etats, aux tendances au repartage et à la consolidation des zones d'influence, à l'accentuation des contradictions entre certains Etats et groupements d'Etats, à l'approfondissement de la crise économique mondiale.

La Conférence d'Helsinki et l'Acte final signé par les représentants des 35 Etats participants ont ouvert une perspective nouvelle aux relations entre les Etats européens, donnant aux peuples l'espoir de l'inauguration d'une époque nouvelle dans la vie du continent. L'évolution ultérieure de la situation sur le continent n'a pas répondu cependant à ces attentes et espoirs, les résultats obtenus n'étant pas satisfaisants. Cela est dû au fait que les Etats n'ont pas agi fermement, énergiquement et constamment pour l'application de ce dont on est convenu à Helsinki, d'aucuns considérant que la simple signature des documents peut résoudre les problèmes; on a manifesté un état d'expectative, de passivité qui a empêché la mobilisation des forces à des actions concrètes pour l'application des

résolutions adoptées. Le fait le plus grave est que ces 5 années la course aux armements non seulement n'a pas diminué mais elle a connu une évolution toujours plus ascendante, ce qui a mené à l'accumulation sur le continent d'un arsenal d'armes ultraperfectionnés, inclusive-ment atomiques, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire, constituant un grand danger pour la paix et la sécurité des peuples.

Dans ces conditions le devoir impérieux, de la plus haute responsabilité de tous les peuples, des gouvernements, des parlements, des dirigeants d'Etat, des forces démocratiques et progressistes de notre continent, est celui de s'unir et d'agir avec toute l'énergie pour l'arrêt de cette évolution dangereuse de la situation en Europe, pour le passage ferme à l'application des objectifs et des dispositions convenus à Helsinki.

Mobilisant toutes ses forces en vue du progrès socio-économique, de l'édification de sa vie nouvelle, le peuple roumain, notre Etat et notre gouvernement ont déployé, pendant ces années, une activité persévérante, en pleine concordance avec les dispositions d'Helsinki, afin de contribuer à l'édification de la sécurité sur le continent européen.

La Grande Assemblée Nationale, le Conseil d'Etat et le Gouvernement donnent une haute appréciation à l'ample activité intense déployée pour la cause de la sécurité européenne par le Parti Communiste Roumain, par notre Etat, à la contribution unanimement reconnue par le peuple roumain de même que sur le plan international, du secrétaire général du Parti, président de la République, le camarade Nicolae Ceușescu, aux efforts visant l'instauration sur le continent et dans le monde d'une politique nouvelle d'égalité en droits entre Etats, de respect de l'indépendance de toutes les nations, de collaboration, de confiance et de paix entre tous les peuples. Nous avons largement développé les relations d'amitié et de collaboration avec tous les Etats du continent, nous avons promu fermement les principes de l'égalité et du respect de l'indépendance nationale de chaque peuple, militant indéfectiblement pour leur généralisation dans toute la vie politique de l'Europe et du monde entier. La Roumanie a présenté de nombreuses propositions destinées à faire sortir de l'immobilisme les problèmes aigus de la sécurité, à stimuler la coopération générale-européenne et la réalisation des objectifs dont dépend la paix

de tous nos peuples.

Maintenant, lors du 5-e anniversaire de la Conférence générale européenne d'Helsinki, la Grande Assemblée Nationale, le Conseil d'Etat et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie adressent à tous les parlements, aux organes suprêmes et aux chefs d'Etat, aux gouvernements et aux chefs de gouvernement des pays participants à cette conférence un appel vibrant à mobiliser toutes leurs forces à l'accomplissement des aspirations vitales des peuples de notre continent de vivre dans une bonne entente, collaboration et paix, dans un monde basé sur la parfaite égalité, sur le respect indéfectible de la liberté et de l'indépendance de toutes les nations.

Mettons tout en oeuvre pour le règlement des problèmes complexes auxquels l'humanité d'aujourd'hui se trouve confrontée, pour la diminution de la tension internationale et la continuation ferme de la politique de détente, pour le désarmement général, au premier chef le désarmement nucléaire pour le règlement de tous les conflits entre Etats par la voie politique négociée, pour l'instauration du nouvel ordre économique et l'édification d'un monde meilleur et plus juste sur notre planète. Assurons par des efforts conjugués la réalisation d'une Europe unie, par-dessus tout les intérêts suprêmes communs, la cause du progrès, du bien-être, de la sécurité et de la paix de toutes les nations du continent. N'épargnons aucun effort pour assurer le droit fondamental des peuples - le droit à la vie et à la paix la base de toutes les autres conquêtes des peuples, de l'épanouissement continu de la civilisation humaine sur notre continent tout comme sur le globe entier.

Passons sans tarder, en coopérant le plus étroitement possible à la préparation minutieuse de la prochaine réunion de Madrid de sorte qu'elle donne une nouvelle et puissante impulsion à la mise en oeuvre des documents signés il y a cinq ans.

Dans l'esprit des accords établis à Helsinki, il nous faut agir pour intensifier la collaboration et la coopération économique, en liquidant toute sorte de barrière ou obstacle artificiels, pour passer au règlement, avec des efforts conjugués, de certains problèmes essentiels du développement socio-économique du continent.

Développons largement aussi la coopération sur le plan de la recherche scientifique, de la technologie moderne, élargissons les échanges culturels et les contacts entre les gens, assurant une

connaissance réciproque plus profonde de nos peuples, de leur création matérielle et spirituelle et, sur cette base, le renforcement de la confiance et de l'amitié entre les nations.

La Grande Assemblée Nationale, le Conseil d'Etat et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie appellent les Etats européens à situer au premier plan de leurs efforts l'amorce de mesures concrètes de désengagement militaire et de désarmement du continent, sans quoi on ne saurait concevoir la confiance, la paix et la sécurité tant en Europe que dans le monde entier. N'oublions pas que sur notre continent ont éclaté, au cours de ce siècle, deux guerres dévastatrices qui ont entraîné dans leur tourbillon tous les peuples du monde! Aujourd'hui deux blocs militaires opposés - l'OTAN et le Traité de Varsovie - se confrontent en Europe. Voilà pourquoi les intérêts vitaux, suprêmes des peuples européens réclament que l'on passe sans délai au gel des budgets militaires et ensuite à leur réduction continuelle, au retrait de toutes les troupes du territoire d'autres Etats et au démantèlement des bases militaires étrangères, à la réduction substantielle des effectifs militaires et des armements. Particulièrement importante est la réalisation d'un accord concernant le passage aux négociations en vue de la renonciation, d'un côté et de l'autre, au déploiement de nouveaux missiles sur notre continent. N'oublions pas un instant que la présence des armes nucléaires représente un grave danger pour tous les peuples du continent, qu'ils se trouvent au Nord ou au Sud, à l'Ouest ou à l'Est. Les armes ne choisissent pas leurs victimes, et personne ne peut échapper à leur effet destructeur ; il n'y a pas d'arme à même de défendre la vie des hommes, mais seulement de la détruire. La cause de la sécurité européenne impose également qu'on agisse fermement pour la limitation de l'activité des deux blocs militaires et leur suppression concomitante, pour la cessation de toute démonstration militaire de force aux frontières d'autres Etats, de nature à intimider les peuples, à exercer des pressions. Faisons en sorte que les grandes conquêtes du génie humain, de la science et de la technique modernes, de la civilisation contemporaine ne soient plus utilisées pour la production d'armes, pour la destruction, pour menacer l'existence de l'espèce humaine qu'elles servent uniquement les peuples le bien-être et le bonheur des hommes, leur droit à la vie et à la paix.

La Grande Assemblée Nationale, le Conseil d'Etat et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie adressent un appel aux parlements, aux gouvernements, aux peuples, aux hommes politiques, aux forces progressistes de tout le continent, à militer avec énergie et esprit de suite pour la promotion sans faille des principes de la parfaite égalité en droits, du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales de chaque peuple dans les relations interétatiques. Le facteur décisif dont dépendent actuellement la réalisation d'une sécurité réelle, le développement fructueux de la collaboration, l'instauration de la paix sur le continent et dans le monde entier, est le respect du droit sacré de chaque peuple de se développer de manière libre, indépendante, de choisir librement son système politique, la voie du progrès économique-social, sans aucune ingérence de l'extérieur. Le commandement suprême de notre époque, décisif pour la libération de l'humanité du cauchemar d'une nouvelle guerre est la renonciation totale à l'emploi de la force et à la menace de s'en servir; agissons en sorte que tout problème litigieux entre Etats, tout différend soit réglé uniquement par voie pacifique, politique, par des négociations entre les parties intéressées, dans l'esprit de l'entente et du respect réciproque, de la défense des intérêts fondamentaux des peuples. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra instaurer en Europe un climat vraiment nouveau, de confiance, de détente, d'entente et de collaboration, qui donne à chaque nation le sentiment qu'elle se trouve à l'abri de tout danger d'agression et d'ingérence extérieure ainsi que la possibilité de concentrer ses ressources matérielles et humaines en direction du progrès de la civilisation, du bien-être et de la paix.

La Grande Assemblée Nationale, le Conseil d'Etat et le Gouvernement de notre pays s'adressent à nouveau aux pays et peuples européens, avec les propositions suivantes:

Vu la situation internationale tendue et l'importance spéciale de la réunion du Madrid pour la stimulation du processus de détente et de sécurité sur notre continent, cette réunion doit se dérouler au niveau des ministres des affaires étrangères pour accroître de la sorte l'efficacité des débats et degré d'engagement et de responsabilité dans l'adoption des mesures qui s'imposent.

La réunion de Madrid doit décider de la convocation d'une conférence consacrée au désarmement européen qui établisse des mesures concrètes d'arrêt de la course aux armements, de diminution du potentiel militaire existant sur le continent.

Il faut assurer la continuité de la coopération entre nos Etats pour la solution concrète des problèmes de la sécurité et organiser à cette fin des réunions périodiques de travail, des groupes d'experts et d'autres formes de négociation des problèmes.

La Roumanie estime nécessaire que la prochaine conférence générale-européenne ait lieu au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement; dressant le bilan de l'activité déroulée à la lumière de l'Acte d'Helsinki, prenant en considération les changements survenus dans la vie politique du continent et du monde entier, ainsi que les desiderata impérieux du présent, cette conférence est censée compléter de manière appropriée les documents de 1975 et les développer par de nouvelles dispositions et mesures destinées à ouvrir une perspective réellement viable à l'édification de la sécurité en Europe.

La Roumanie considère aussi que la conclusion d'un traité général de renonciation à la force et à la menace de s'en servir aurait une grande importance, représentant une contribution essentielle à la cause de la détente, de la confiance et de la sécurité du continent, au renforcement de la paix générale.

La Grande Assemblée Nationale, le Conseil d'Etat et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie proposent que le 1-er août soit célébré chaque année comme le jour de la solidarité et de la lutte de tous les peuples européens pour l'édification de la sécurité et de la paix sur notre continent.

Les résultats positifs de la réunion de Madrid, la réalisation de progrès concrets dans la voie de l'édification de la sécurité en Europe influenceront favorablement le processus de la détente et de la paix dans le monde entier. Ainsi, les Etats européens - en étroite coopération avec tous les Etats du monde - contribueront davantage au règlement des problèmes ardents de l'époque contemporaine à l'arrêt de la course aux armements, et au passage au désarmement, nucléaire en premier lieu, à la mise en place du nouvel ordre économique, à l'édi-

fication d'un monde de la paix, de l'entente et de la collaboration entre nations.

La réunion de Madrid est appelée à réaffirmer vigoureusement l'attachement solennel aux documents signés à Helsinki, la ferme détermination de mettre en oeuvre l'Acte final de la Conférence générale-européenne, tel un tout unitaire.

Nous avons la conviction que la réalisation de la sécurité - ce haut desideratum de nos peuples - servirait non seulement l'Europe mais elle aurait une profonde influence positive sur le climat mondial dans son entier, contribuant à la diminution de la tension, à la ferme poursuite du processus de détente, à la cause du renforcement de la paix internationale.

La Grande Assemblée Nationale, le Conseil d'Etat et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie assurent les parlements, les gouvernements, les peuples de l'Europe, toutes les forces qui luttent pour la cause noble de la paix et du progrès que notre pays fera, à l'avenir aussi, tout le possible pour traduire fermement en termes concrets l'Acte final d'Helsinki, comme un tout unitaire, pour le succès de la prochaine réunion de Madrid, pour la solution des problèmes complexes dont dépend la création d'un climat nouveau de collaboration et de paix durable sur notre continent.

Nous adressons à tous les peuples, à l'entière opinion publique de notre continent l'appel à n'épargner aucun effort pour stimuler le processus de la détente et de la paix, édifier la sécurité, renforcer la collaboration multilatérale entre tous les Etats du monde, quels qu'en soient les dimensions ou le système social - sur la base du respect inébranlable de la liberté et de indépendance nationale de chaque peuple, du droit de chaque nation au développement indépendant, suivant sa volonté et ses aspirations, pour une Europe unie, prospère et pacifique.
